

Audience publique du 1^{er} décembre 2020

Recours formé par
Madame ..., ...,
contre une décision du ministre de l'Environnement
en présence de la société anonyme ... SA, ...,
en matière d'établissements classés

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 41464 du rôle et déposée le 19 juillet 2018 au greffe du tribunal administratif par Maître Sandrine Lenert-Kinn, avocat à la Cour, inscrite au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Madame ..., demeurant à L-..., tendant à la réformation, sinon à l'annulation d'un arrêté, portant le numéro 1/18/0260, du ministre de l'Environnement du 7 juin 2018 ayant accueilli favorablement la demande du 13 avril 2018 présentée par la société anonyme ... SA aux fins d'obtenir une augmentation de la valeur limite de bruit de 1 dB(A) imposée pour l'exploitation des installations fixes du centre commercial dénommé ..., situé à L-..., zone commerciale et artisanale ... ;

Vu l'exploit de l'huissier de justice Josiane Gloden, demeurant à Esch-sur-Alzette, du 20 juillet 2018 portant signification de ce recours à la société anonyme ... SA, établie et ayant son siège social à L-..., représentée par son conseil d'administration actuellement en fonction, inscrite au registre de commerce de Luxembourg sous le numéro B ... ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 3 décembre 2018 ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe du tribunal administratif le 21 décembre 2018 par Maître Sandrine Lenert-Kinn au nom de sa mandante ;

Vu le mémoire en duplique du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 17 janvier 2019 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision critiquée ;

Vu la circulaire du président du tribunal administratif du 22 mai 2020 prise dans le cadre de la reprise de l'activité du tribunal administratif dans le contexte de dé-confinement;

Vu la communication de Maître Sandrine Lenert-Kinn du 29 septembre 2020 suivant laquelle elle marque son accord à ce que l'affaire soit prise en délibéré sans sa présence ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport et Monsieur le délégué du gouvernement en sa plaidoirie à l'audience publique des plaidoiries du 29 septembre 2020.

Par une demande du 23 avril 2018, la société anonyme ... SA, dénommée ci-après « la société ... », introduisit auprès du ministère du Développement durable et des Infrastructures, dénommé ci-après « le ministère », une « *demande d'actualisation non substantielle des niveaux de bruit des installations fixes* » à « *36 dB(A)leq* », en modification de son autorisation d'établissement délivrée en date du 17 juillet 2007 en vertu de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, dénommée ci-après « la loi du 10 juin 1999 ».

Par un courrier du 2 mai 2018, le ministère accusa réception de la demande précitée de la société ... et transmet cette dernière à l'administration communale de ... pour information et affichage en date du 31 mai 2018, tout en informant la société ... le même jour que la modification sollicitée était à considérer comme une modification non substantielle.

En date du 7 juin 2018, le ministre de l'Environnement, dénommé ci-après « le ministre », prit l'arrêté qui suit :

« (...) Vu la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés ;

Considérant la demande du 13 avril 2018, présentée par ... S.A., aux fins d'obtenir une augmentation de la valeur limite de bruit de 1dB(A) imposée pour l'exploitation des installations fixes du centre commercial dénommé « ... », situé à L-..., zone commerciale et artisanale ... ;

Considérant les arrêtés suivants délivrés par le Ministre ayant dans ses attributions l'environnement :

- l'arrêté 1/06/0453 du 17 juillet 2007 autorisant l'exploitation d'un centre commercial dénommé « ... » ;*
- l'arrêté 1/10/0040 du 18 mars 2011 autorisant le remplacement d'une installation de climatisation ;*

Considérant l'étude d'impact sonore (réf. no : DE14312-C) réalisée par le bureau d'études BETAVI ;

Considérant le règlement grand-ducal modifié du 10 mai 2012 portant nouvelles nomenclature et classification des établissements classés ;

Considérant la loi du 25 novembre 2005 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement ;

Considérant le règlement grand-ducal du 22 juin 2016 relatif

- a) aux contrôles d'équipements de réfrigération, de climatisation et de pompes à chaleur fonctionnant aux fluides réfrigérants du type HFC, HCFC ou CFC*
- b) à l'inspection des systèmes de climatisation ;*

Considérant le règlement (CE) N° 1516/2007 de la Commission du 19 décembre 2007 définissant, conformément au règlement (CE) N° 842/2006 du Parlement Européen et du Conseil, les exigences types applicables au contrôle d'étanchéité pour les équipements fixes de réfrigération, de climatisation et de pompes à chaleur contenant certains gaz à effet de serre fluorés ;

Considérant le règlement (CE) N° 1005/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone ;

Considérant le règlement (CE) N° 517/2014 du Parlement Européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) N° 842/2006 ;

Considérant le règlement grand-ducal modifié du 7 octobre 2014 relatif aux installations de combustion alimentées en combustible solide ou liquide d'une puissance nominale utile supérieure à 7 kW et inférieure à 1 MW ;

Considérant que, conformément à l'article 4 de la loi modifiée du 10 juin 1999, tel que modifié par la loi du 3 mars 2017 dite « Omnibus », les compétences en matière d'autorisation du Ministre ayant dans ses attributions l'environnement se limitent aux établissements des classes 1, 1B, 3 et 3B selon le règlement grand-ducal modifié du 10 mai 2012 ; qu'il y a lieu de procéder à une révision des dispositions des arrêtés 1/06/0453 et 1/10/0040 précités en ce qui concerne les établissements à autoriser par le ministre ayant dans ses attributions l'environnement ; que le présent arrêté est donc limité à ces établissements classés ;

Considérant qu'il y a lieu d'aligner des conditions avec les conditions qui sont actuellement d'application ; que plus précisément il y a lieu

- de supprimer les conditions concernant les chaudières à gasoil ;*
- de supprimer les conditions concernant l'utilisation de produits/substances halogénées ;*
- de réviser les conditions concernant l'évacuation des eaux usées en général.;*
- de supprimer la condition relative aux détergents ;*
- d'adapter les conditions concernant les batteries et accumulateurs ;*
- de supprimer les conditions concernant la décontamination du sol et du sous-sol ;*
- de réviser les conditions relatives à la lutte contre le bruit ;*
- de réviser les conditions relatives à la gestion des déchets ;*
- de supprimer les conditions concernant les contrôles des rejets de polluants ;*
- de réviser les conditions en matière de mesures d'information en cas d'incident grave ou d'accident ;*

Considérant que les modifications sollicitées dans le dossier de demande répondent aux critères de l'application des meilleures techniques disponibles de manière à limiter au maximum les incidences négatives sur l'environnement et notamment l'impact sonore dans les alentours immédiats ;

Considérant que l'augmentation de bruit sollicitée ne constitue pas une modification substantielle au sens de l'article 6 de la prédite loi modifiée du 10 juin 1999 ;

Que partant il y a lieu d'accorder l'autorisation sollicitée et de procéder à l'actualisation de l'arrêté 1/06/0453 du 17 juillet 2007 délivré par le Ministre ayant dans ses attributions l'environnement,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Cadre légal

L'autorisation sollicitée en vertu de la législation relative aux établissements classés est accordée sous réserve des conditions reprises aux articles subséquents.

Article 2 : Domaine d'application

1. Obiets autorisés

Sont autorisés les établissements classés suivants :

<i>N° de nomenclature</i>	<i>Désignation</i>
---------------------------	--------------------

<i>041102</i>	<i>deux réservoirs à gasoil d'une capacité totale de 100.000 litres</i>
<i>060201 03</i>	<i>un centre commercial dont les locaux de vente et les locaux servant de dépôts de marchandises, ont une surface totale de 17.581 m²</i>
<i>070111 02</i>	<i>un transformateur du type sec, d'une puissance nominale de 1.250 kVA</i>
<i>070209 02</i>	<i>des installations de production de froid d'une puissance frigorifique totale de 134 kW, fonctionnant au total avec 26 kg de réfrigérants du type H-FC</i>

2. Conformité à la demande

Les établissements classés doivent être aménagés et exploités conformément à la demande du 13 avril 2018, sauf en ce qu'elle aurait de contraire aux dispositions du Présent arrêté. Ainsi la demande fait partie intégrante du présent arrêté. L'original de la demande, qui vu sa nature et sa taille, n'est pas, jointe au présent arrêté, peut être consultée par tout intéressé au siège de l'Administration de l'environnement, sans déplacement.

3. Délais et limitation dans le temps

- a) Les établissements modifiés doivent être mis en exploitation dans un délai de 12 mois à compter de la date du présent arrêté.*
- b) L'exploitant doit communiquer préalablement à l'Administration de l'environnement la date du début de l'exploitation des divers établissements modifiés.*

Article 3 : *L'article 1^{er} de l'arrêté 1/06/0453 du 17 juillet 2007 délivré par le Ministre ayant dans ses attributions l'environnement, est modifié comme suit:*

Les conditions 13 à 16 du chapitre III « Protection de l'air » sont abrogées.

La condition 27 du chapitre III « Protection de l'air » est abrogée.

Les conditions 1 à 3 du chapitre IV « Protection des eaux » sont remplacées par la condition suivante :

concernant l'évacuation des eaux usées en général:

Sans préjudice de l'autorisation éventuelle en matière de la législation relative à l'eau, les conditions du présent chapitre « Protection des eaux » sont à respecter :

Interdictions:

1) Il est interdit de déverser dans le milieu ambiant ou dans la canalisation publique des eaux et/ou des substances pouvant provoquer, dans le cours d'eau récepteur, une pollution ayant des conséquences de nature à mettre en danger la santé humaine, à nuire aux ressources vivantes et au système écologique aquatique, à porter atteinte aux agréments ainsi qu'à compromettre leur conservation et leur écoulement.

La condition 4 du chapitre IV « Protection des eaux » est abrogée.

La condition 29 du chapitre V « Protection du sol et du sous-sol » est remplacée par les conditions suivantes :

concernant les acides contenus dans les batteries et accumulateurs:

- 29.a) Toutes les mesures préventives doivent être appliquées afin d'éviter un écoulement d'acides vers une canalisation ou dans le sol.*
- 29.b) Tout écoulement quelconque d'acides doit être immédiatement absorbé moyennant un produit approprié, disponible à tout moment en quantité suffisante dans le local où sont placées les batteries. Le produit absorbant est à considérer comme déchet dangereux.*
- 29.c) Les batteries (accumulateurs) doivent être placées dans un local couvert, aménagé spécialement à ces fins et ventilé de manière appropriée.*
- 29.d) Les batteries contenant de l'acide qui n'est pas stabilisé par un gel ou une matière absorbant l'acide doivent être placées au-dessus d'une cuve de rétention étanche résistante à l'acide. Cette cuve doit avoir une capacité suffisante pour retenir les acides en cause. L'étanchéité de la cuve doit être garantie par son fabricant.*

Les conditions 30 à 35 du chapitre V « Protection du sol et du sous-sol » sont abrogées.

Les conditions du chapitre VI « Lutte contre le bruit » sont remplacées par les conditions suivantes :

- 1) Les installations et leurs annexes seront construites, équipées et exploitées de façon à ce que le fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage.*
- 2) A la limite de la propriété la plus proche bâtie ou susceptible d'être couverte par une autorisation de bâtir en vertu de la réglementation communale existante, les niveaux de bruit équivalents en provenance de l'établissement ne doivent pas dépasser les valeurs suivantes:*

<i>Période de la journée</i>	<i>Zone,(PAG)</i>	<i>Niveau de bruit</i>
<i>entre 7⁰⁰ h et 22⁰⁰ h:</i>	<i>à l'intérieur de la zone d'activité</i>	<i>57 dB(A)Leq</i>
	<i>dans les zones d'habitation avoisinantes</i>	<i>47 dB(A)Leq</i>
<i>entre 22⁰⁰ h et 7⁰⁰ h:</i>	<i>zone d'activité / zone d'habitation</i>	<i>36 dB(A)Leq</i>

Les niveaux de bruit causés par les installations fixes ne doivent pas dépasser la valeur de 36 dB(A)Leq.

Les mesures du bruit sont à exécuter conformément à l'annexe du règlement grand-ducal du 13 février 1979 concernant le niveau de bruit dans les alentours immédiats des établissements et des chantiers.

- 3) *Dans le cas où le spectre des émissions de bruit est dominé par une tonalité précise, le niveau de bruit déterminé est à majorer de 5 dB(A).*
- 4) *Dans le cas où des bruits impulsifs répétés se superposent au niveau sonore de base et dépassent ce niveau de 10 dB(A), le Leq déterminé est à majorer de 5dB(A).*
- 5) *L'intensité et la composition spectrale des émissions sonores doivent être limitées de façon à ne pas provoquer dans les locaux du voisinage des vibrations susceptibles de causer une gêne anormale aux habitants.*
- 6) *L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirène, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.*
- 7) *Il est interdit de laisser tourner sans nécessité technique le moteur d'un véhicule immobilisé pendant un temps prolongé, même pour le faire chauffer ou pour faire chauffer l'habitacle du véhicule. L'exploitant devra apposer devant le bâtiment un panneau portant l'inscription: « Coupez le moteur en cas d'arrêt».*

Les conditions du chapitre VII « Prévention et gestion des déchets en provenance de l'exploitation normale de l'établissement » sont remplacées par les conditions suivantes :

concernant la prévention et la gestion des déchets:

- 1) *L'exploitant doit veiller à ce que la gestion des déchets soit effectuée en respectant, par ordre de priorité, les objectifs suivants:*
 - *la prévention;*

- la préparation en vue du réemploi;
- le recyclage;
- toute autre valorisation, notamment valorisation énergétique et
- l'élimination.

2) Dans la mesure du possible, l'exploitant doit avoir recours à des produits, des procédés ou des prestations qui génèrent moins de déchets ou des déchets moins dangereux.

concernant le registre de gestion des déchets :

- 3) L'exploitant doit tenir un registre chronologique annuel détaillant, par fraction de déchets et par code CED, au moins les informations suivantes :
- a) les quantités de déchets évacués par opération d'enlèvement/vidange en unité de poids ;
 - b) la date d'enlèvement des déchets ;
 - c) le nom et l'adresse complètes du collecteur/transporteur ayant procédé à l'enlèvement des déchets ou, le cas échéant, du courtier des déchets ;
 - d) le nom et l'adresse complètes du destinataire des déchets enlevés en précisant le mode de traitement (réutilisation-valorisation-élimination) ;
 - e) le cas échéant, les certificats de valorisation/élimination délivrés par les établissements de traitement ;
 - f) les remarques, constatations ou modifications survenues dans le cadre des opérations de collecte, de transfert ou de traitement des déchets.

concernant la collecte et le stockage des déchets :

- 4) Dans l'enceinte de l'établissement, une ou plusieurs zones de collecte et de stockage de déchets doivent être aménagées. Ces zones doivent être identifiées en tant que telles. Elles doivent être situées à l'abri des intempéries et des eaux de ruissellement.
- 5) Il doit être procédé à une collecte sélective des différentes fractions de déchets.
- 6) La collecte et le stockage des déchets résultant de l'exploitation normale de l'établissement doit se faire de façon à :
- ne pas ajouter aux déchets de l'eau ou d'autres substances;
 - ne pas mélanger les différentes fractions de déchets;
 - ne pas diluer les déchets ;
 - éviter que des déchets non compatibles ne puissent se mélanger; ne pas porter atteinte à la santé humaine ;
 - ne pas permettre l'entraînement des déchets ;
- 7) La collecte des déchets ne doit se faire que dans des récipients appropriés, spécialement prévus à cet effet.
- 8) L'utilisation de récipients de récupération pour la collecte des déchets ne peut se faire que si les récipients ont auparavant été vidés et nettoyés.

- 9) *Les récipients de collecte doivent être dans un matériel résistant et étanche aux produits qu'ils contiennent.*
- 10) *La collecte et le stockage de déchets dangereux ou pouvant porter atteinte à la santé humaine ne peuvent pas se faire dans des récipients de récupération.*
- 11) *Les déchets organiques doivent être collectés dans des récipients fermés.*
- 12) *Tous les récipients de collecte de déchets doivent être clairement identifiés, indiquant au moins la dénomination exacte des déchets à recevoir et, le cas échéant, les mesures de précaution à respecter.*
- 13) *Les déchets collectés et entreposés doivent être régulièrement évacués par des entreprises spécifiques disposant des autorisations ou des enregistrements nécessaires ou, le cas échéant, par les services communaux lorsque les déchets rentrent dans le domaine de compétence des communes.*
- 14) *Les déchets fins ou pulvérulents doivent être entreposés à l'abri des intempéries et être protégés contre les envols.*

Les conditions 9 à 13 et les conditions 17 à 18 du chapitre IX « Réception et contrôle de l'établissement » sont abrogées.

Les conditions du chapitre X « Mesures d'information en cas d'incident grave ou d'accident » sont remplacées par les conditions suivantes :

- 1) *L'autorité compétente pourra, dans le cadre d'un sinistre*
 - *faire procéder à des analyses spécifiques;*
 - *faire développer un plan d'assainissement et d'élimination des déchets dangereux pour l'environnement;*
 - *charger une entreprise de travaux visant à limiter et éviter les risques pour l'environnement. Le coût de ces opérations est à charge de l'exploitant.*
- 2) *Si, suite à un sinistre, le sol, le sous-sol, les eaux de surface et/ou les eaux souterraines sont pollués par des produits/substances dangereux pour l'environnement, l'exploitant doit sans délai*
 - *prendre toutes les dispositions nécessaires pour faire cesser le trouble constaté;*
 - *faire appel à l'Administration des services de secours (tél.: 112);*
 - *procéder à la décontamination du site ainsi pollué.*

En outre l'exploitant doit avertir dans les plus brefs délais l'Administration de l'environnement. Il doit fournir à cette dernière, sous quinzaine, un rapport circonstancié sur les origines, les causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour pallier à ces dernières et celles prises pour éviter qu'elles ne se reproduisent.

Au cas où les matières polluées ne peuvent pas être immédiatement évacuées, l'exploitant doit procéder à leur entreposage dans des conditions à éviter tout écoulement ou toute évaporation des substances polluantes. Ce stockage doit également se faire à l'abri des intempéries.

Sur demande motivée de l'autorité compétente, l'exploitant doit faire établir par un organisme agréé un programme analytique détaillé et précis en vue de la détection et de la quantification d'une pollution éventuelle.

Article 4 : *Conditions supplémentaires fixées en vertu de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés*

Réception et contrôle de l'établissement:

concernant les contrôles en matière de la lutte contre le bruit:

- 1) *Au plus tard six (6) mois après la mise en œuvre des modifications sollicitées, les émissions de bruit émanant des installations et équipements ayant fait l'objet de modifications et d'améliorations techniques doivent être contrôlées par un organisme agréé par le Ministre ayant l'environnement dans ses attributions, dans le cadre de la loi du 21 avril 1993 relative à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques, autres que l'Etat pour l'accomplissement de tâches techniques, d'études et de vérification dans le domaine de l'environnement.*
- 2) *En cas de besoin, l'Administration de l'environnement pourra demander des contrôles supplémentaires de la situation acoustique.*

Article 5 : *Le présent arrêté est transmis en original au ... S.A. pour lui servir de titre et en copie à l'administration communale de ... aux fins déterminées par l'article 16 de la loi modifiée du 10 juin 1999.*

Article 6 : *Contre la présente décision, un recours peut être interjeté auprès du Tribunal administratif statuant comme juge du fond. Ce recours doit être introduit sous peine de déchéance dans un délai de 40 jours à partir de la notification de la présente décision par requête signée d'un avocat à la Cour. (...) ».*

Le même jour, cet arrêté fut transmis par le ministère à l'administration communale de ... en vue de son affichage conformément à l'article 16 de la loi du 10 juin 1999.

Par une requête déposée au greffe du tribunal administratif en date du 19 juillet 2018, Madame ... a fait introduire un recours tendant à la réformation, sinon à l'annulation de l'arrêté précité du 7 juin 2018.

Force est à titre liminaire de relever que malgré le fait que la requête introductive d'instance ait été signifiée à la société ... par voie d'huissier de justice en date du vingt juillet 2018, cette dernière n'a pas constitué avocat dans le délai lui imparti.

Or, nonobstant ce constat, le tribunal est amené à statuer à l'égard de toutes les parties suivant un jugement ayant les effets d'une décision juridictionnelle contradictoire conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, ci-après désignée par « la loi du 21 juin 1999 ».

Quant à la recevabilité de la requête introductive d'instance, force est de rappeler qu'aux termes de l'article 19 de la loi du 10 juin 1999, « [d]ans les cas prévus aux articles 5, 6, 7, 9, 13, 17.2, 18 et 27 de la présente loi, un recours est ouvert devant le tribunal administratif qui statuera comme juge du fond. (...) »

Ce recours doit être interjeté sous peine de déchéance dans le délai de 40 jours.

Ce délai commence à courir à l'égard du demandeur de l'autorisation et des communes concernées à dater de la notification de la décision et vis-à-vis des autres intéressés à dater du jour de l'affichage de la décision. Les ministres peuvent également interjeter appel d'une décision du bourgmestre prise en vertu des articles 5, 6, 7, 9, 13, 17.2, 18 et 27, soit qu'elle accorde, ou qu'elle refuse, ou qu'elle retire l'autorisation concernant un établissement de la classe 2; dans ce cas, le délai du recours commence à courir à dater du jour où la décision a été portée à la connaissance des administrations conformément à l'article 16 de la présente loi.

Le recours est immédiatement notifié aux intéressés dans la forme prescrite par le règlement de procédure en matière contentieuse. ».

Il s'ensuit que le tribunal est compétent pour connaître du recours principal en réformation, qui est encore à déclarer recevable pour avoir, par ailleurs, été introduit dans les formes et délai de la loi.

Il n'y a dès lors pas lieu de statuer sur le recours subsidiaire en annulation.

Malgré le fait que la société ... n'a pas comparu, bien que la requête introductive d'instance lui ait été signifiée par voie d'huissier de justice en date du 20 juillet 2018, le tribunal est amené à statuer à l'égard de toutes les parties suivant un jugement ayant les effets d'une décision juridictionnelle contradictoire conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, ci-après désignée par « la loi du 21 juin 1999 ».

A l'appui de son recours et en fait, la demanderesse relève que par arrêté ministériel du 17 juillet 2007, le ministre aurait autorisé la société ... à exploiter un centre commercial dénommé « ... », situé dans la zone commerciale et artisanale ..., sise à L-..., sur un fond inscrit au cadastre de la commune de ..., section JB de ..., sous les numéros ..., ..., ... et

Ladite autorisation, émise après une enquête *commodo* et *incommodo* et après avis émis en date du 21 mai 2007 par le Collège des Bourgmestre et Echevins de la commune de ..., aurait notamment prévu au niveau sonore que les niveaux de bruit causés par les installations fixes ne devaient pas dépasser la valeur de 35dB(A).

Or, la décision déferée aurait, sur demande de la société ..., accueilli favorablement l'actualisation des niveaux de bruit causés par les installations fixes de 35dB(A) à 36dB(A).

Etant donné qu'elle résiderait au ... (anciennement ...), soit à moins de 50 mètres de la zone commerciale « ... », plus particulièrement à moins de 50 mètres de la façade arrière du magasin ... qui y est, parmi d'autres magasins, exploité, la demanderesse explique qu'elle serait, de jour, comme de nuit, dérangée par les ventilations dudit centre commercial, particulièrement celle du magasin ..., alors que ces dernières tourneraient à pleine cadence

toutes les 30 minutes, 24 heures sur 24, même les weekends, de sorte qu'il lui serait impossible de se détendre dans son jardin.

La demanderesse donne à considérer qu'elle aurait, ensemble avec ses voisins, dénoncé de manière répétée et de façon constante les nuisances sonores émanant des ventilations et du non-respect par le centre commercial des autorisations accordées.

Ainsi, le ministère aurait, par courrier du 9 juillet 2012, saisi l'administration communale de ... des réclamations des riverains à proximité de l'enceinte du centre commercial litigieux relativement aux nuisances sonores, tout en intervenant auprès des exploitants concernés sur base des dispositions de la législation sur les établissements classés.

La demanderesse fait relever, dans ce contexte, que par courrier du 13 novembre 2012 le ministère l'aurait informée que la société ... aurait été invitée à soumettre au plus tard pour le 1^{er} décembre 2012 une proposition concernant les mesures techniques projetées en vue d'empêcher définitivement pendant la période nocturne tout accès vers le parking situé entre le centre commercial et le site de la société ... SA.

En ce qui concerne l'impact de cette pollution sonore sur sa qualité de vie, la demanderesse affirme subir jour et nuit des bruits intenses et chronologiquement aléatoires dont l'intensité ne pourrait même pas être masquée par l'introduction de bouchons d'oreilles ou l'utilisation de « *headphones* », de sorte qu'il lui arriverait même de devoir se réfugier dans sa voiture stationnée dans son garage pour parvenir à s'endormir, relevant encore qu'elle se trouverait de ce fait dans un état de fatigue chronique engendrant des difficultés de concentration, ainsi qu'une irritabilité énorme.

Elle renvoie finalement à de multiples attestations émises par ses voisins directs pour prouver l'intensité du bruit pendant la journée, mais surtout pendant la nuit et qui ne serait pas prêt de s'arrêter avec la décision déferée.

En droit, la demanderesse fait plaider en premier lieu que l'arrêté déferé aurait été pris en violation de l'article 6 de la loi du 10 juin 1999 pour ne pas avoir été pris dans les 25 jours suivant la date de réception de la demande,

En effet, la modification non substantielle, consistant en l'actualisation des niveaux de bruit des installations fixes de 35 dB(A) à 36dB(A), aurait été sollicitée par un courrier de la société ... du 13 avril 2018, entrée au ministère le 23 avril 2018 suivant les informations ressortant de l'accusé de réception du 2 mai 2018.

Ainsi, le ministre, au lieu de prendre position sur la qualification du caractère non substantielle de la modification réclamée au plus tard le 17 mai 2018, ne l'aurait fait que par courrier du 31 mai 2018, soit plus de 39 jours après l'entrée de la demande.

Dans son mémoire en réplique, la demanderesse fait préciser, contrairement à l'affirmation du délégué du gouvernement selon laquelle le délai de 25 jours institué par l'article 6 de la loi du 19 juin 1999 ne serait pas un délai de rigueur, que ce délai serait d'application stricte, d'autant plus qu'en l'espèce, le ministère aurait été saisi des plaintes des riverains de la ... depuis au moins 2010, impliquant que ce dernier, connaissant parfaitement ce dossier, aurait été parfaitement en mesure de respecter le délai de 25 jours octroyé par la loi pour informer la société ... que la modification projetée ne serait pas essentielle.

En deuxième lieu, la demanderesse estime que, contrairement à ce qui aurait été indiqué par le ministère, la modification réclamée serait substantielle, de sorte que la demande y relative aurait dû faire l'objet des mesures prévues aux articles 7, 10 et 12 de la loi du 10 juin 1999, s'agissant d'un établissement de la classe 1.

Ainsi, la demande aurait non seulement dû être présentée en trois exemplaires à l'Administration de l'Environnement dont un exemplaire aurait dû être transmis d'office à l'inspection du Travail et des Mines, mais également faire l'objet d'un avis de publication affiché dans la commune de ..., d'une publication dans les journaux et d'une enquête publique, la demanderesse rappelant, dans ce contexte, que le ministère aurait été au courant des nuisances sonores causées aux riverains depuis de nombreuses années par les installations fixes de la zone Commerciale « ... », ainsi que du fait que l'autorisation litigieuse emporterait une aggravation de la situation antérieure du fait de créer des dangers ou inconvénients nouveaux, respectivement du fait d'augmenter les dangers ou les inconvénients existants.

En effet, la demande d'autorisation ferait état de ce que deux des installations fixes ne rempliraient pas les conditions actuelles de limite de bruit prévue par le chapitre VI de l'arrêté ministériel du 17 juillet 2007, ainsi que de la proposition de la société ... de remédier aux nuisances par le remplacement de deux installations fixes respectivement par la suppression de la tourelle d'extraction pour la remplacer par un nouveau ventilateur de conduite et la mise en place de silencieux tant au niveau de l'aspiration que du rejet du groupe froid.

La demanderesse conteste, dans ce contexte, formellement et énergiquement l'étude d'impact réalisée par le bureau BETAVI (référence n° : DE1472-C) sur laquelle l'arrêté incriminé se serait basé, alors que les hypothèses de travail de ce rapport auraient été fausses.

Ainsi, ledit rapport indiquerait qu'«[e]n période nocturne (tranche horaire : 22h00-07h00), toutes les installations techniques destinées à l'exploitation du centre commercial ...-... en régime normal de fonctionnement. Dans tous les cas de figure, toutes les portes (des locaux techniques, accès principal, de secours et accès secondaire) et fenêtres de façade sont fermées.

Aucune livraison au mouvement de personnel, clients. »,

Or, il résulterait des éléments de la cause, pour avoir été constaté par les riverains, que des livraisons seraient bien effectuées pendant la nuit, de même que le parking serait utilisé pendant la nuit.

La demanderesse souligne, dans ce contexte, qu'il ne faudrait pas perdre de vue que sa maison se situerait en face de la façade arrière du magasin ... et plus particulièrement en face de la ventilation ... en façade arrière (grille de ventilation 1 : EZQi004) qui fonctionnerait en continu 24 heures sur 24 heures.

Ce serait également à tort que le rapport litigieux indiquerait comme source sonore mobile une circulation routière seulement en journée, en retenant que « [p]our la période nocturne comprise entre 22h00 et 07h00, il n'y a aucun mouvement de véhicules, ni livraison. », alors que ces nuisances sonores auraient fait l'objet des plaintes systématiques de sa part et de ses voisins depuis des années, notamment à cause des livraisons pour le magasin

... dont le système de ventilation du centre commercial tournerait en continu 24 heures sur 24 heures.

Etant donné qu'il existerait dès lors un impact sonore identifié non mis en exergue par le rapport de l'étude d'impact BETAVI, les conclusions de ce dernier seraient erronées et ne pourraient servir de fondement à la prise de la décision déferée.

Dans son mémoire en réplique, la demanderesse invoque une jurisprudence du tribunal administratif ayant retenu qu'il appartiendrait au demandeur d'apporter au débat des éléments suffisamment précis et documentés dans toute la mesure du possible afin que la juridiction soit mise en mesure d'apprécier de la manière la plus exacte possible la nature des inconvénients et préjudices que les tiers intéressés déclarent subir du fait de l'installation et de l'exploitation d'un établissement classé, en lui soumettant également une argumentation juridique et technique suffisamment détaillée tendant à établir les raisons pour lesquelles les conditions techniques fixées par l'autorisation litigieuse ne seraient pas de nature à leur donner satisfaction.

En l'espèce, la demanderesse rappelle que son litige avec la zone Industrielle ... serait ancien, étant donné que depuis l'exploitation du site ..., son repos et sa tranquillité, constituant des intérêts protégés par l'article 1^{er} de la loi du 10 juin 1999, n'auraient jamais été respectés par la société ... en raison du fait que cette dernière n'aurait jamais respecté l'arrêté du 17 juillet 2007 et notamment les conditions imposées par le chapitre 6, intitulé « *Lutte contre le bruit* », prévoyant que « *les installations et leurs annexes seront construites, équipées et exploitées de façon à ce que le fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage* ».

Elle souligne à cet effet qu'en date du 7 septembre 2011, l'administration communale de ... aurait organisé une médiation entre les différentes parties, procédure qui n'aurait pas pu être menée à bien.

De même, il ressortirait de plusieurs attestations de ses voisins, que la demanderesse verse à l'appui de son recours, que les livraisons auraient non seulement augmenté en rythme, mais qu'elles auraient également lieu notamment vers 4 h du matin, entre 22h20 et 23h00, ainsi qu'à 6h00 du matin, les camions pouvant arriver plus tôt, et ce, tous les jours de la semaine, y compris le samedi matin.

La demanderesse indique également, pièce à l'appui, que le ministère l'aurait, à plusieurs reprises, informée de ses démarches dans ce dossier, telle que l'invitation en octobre 2012 de la société ... à lui soumettre une proposition concernant les mesures techniques projetées en vue d'empêcher définitivement pendant la période nocturne tout accès entre le centre commercial et le site de la société ... SA, ainsi que l'invitation en mai 2012 des sociétés Prima SA et ... à se conformer sans délai aux dispositions des arrêtés ministériels couvrant l'exploitation du centre commercial et du supermarché.

Elle souligne également que tous les habitants de la ... à ... auraient signé une pétition pour faire cesser les nuisances sonores subies jour et nuit, pétition à travers laquelle les riverains auraient sollicité l'installation d'une barrière sonore par tout moyen technique susceptible d'atténuer le bruit ambiant.

En date du 9 juillet 2012, le ministère aurait informé l'administration communale de ... relativement à ces nuisances sonores en indiquant qu'il allait intervenir auprès de l'exploitant

installé dans le centre commercial ... afin que ce dernier opère un strict respect des heures de fonctionnement de l'établissement.

La demanderesse fait également état de plusieurs plaintes qui auraient été déposées, ayant donné lieu à plusieurs procès-verbaux de la police grand-ducale qu'elle verse à titre de pièces à l'appui de son recours.

Elle considère que ces nuisances perdureraient, de sorte que la situation sonore se trouverait aggravée par la ventilation de la société ..., l'empêchant de dormir la fenêtre ouverte et même de se reposer dans son jardin, tel que cela ressortirait également des attestations qu'elle aurait versées.

La demanderesse estime que la fréquence et l'intensité des nuisances sonores constatées ne seraient pas compatibles avec une zone résidentielle, étant donné qu'elles ne se limiteraient pas aux heures indiquées par l'autorisation d'exploitation et auraient lieu en dehors des heures légales de travail et des heures d'ouverture des établissements.

Au vu de toutes ces constatations, la demanderesse conclut que le rapport Betavi serait tronqué, et ce, au motif que i) la mission lui aurait été assignée par la société ... qui serait l'auteur des nuisances, de sorte qu'il y aurait lieu de douter de son impartialité, ii) le rapport n'indiquerait pas la période pendant laquelle l'étude aurait été effectuée, iii) à la page 7 du rapport, l'ingénieur évoquerait les flux prévisibles pour les livraisons de marchandises en précisant les horaires de livraisons, pourtant non respectées en réalité, iv) le rapport indiquerait pour la période nocturne que « toutes les portes des locaux techniques, accès principal de secours et accès secondaire et fenêtre de façade sont fermées. Aucune livraison ou mouvement de personnels, clients », alors que cela ne serait pas vérifié en réalité, v) le rapport indiquerait qu'il faudrait augmenter la limite de bruit de 35dB(A) à 36dB(A), ce qui signifierait que les mesures de limitation de bruit aboutiraient, en fait, à une augmentation de l'autorisation sur ce point, vi) le rapport serait incomplet alors qu'il ne prendrait en considération que le problème lié à la ventilation sur le site sans prendre en compte les plaintes et doléances concernant les livraisons de nuit.

La demanderesse en conclut qu'au vu de toutes ces considérations, il ne saurait être admis que l'augmentation de 1dB constituerait une modification non substantielle.

En ce qui concerne le complément au rapport d'étude, dont le délégué du gouvernement ferait état, la demanderesse retient qu'il en résulterait que la mise en place de silencieux, tels que préconisés par l'étude Betavi, ne garantirait pas la baisse du niveau de puissance acoustique.

Si le rapport Betavi ne devait pas être écarté des débats, la demanderesse sollicite, à titre subsidiaire l'institution d'une expertise judiciaire par la désignation d'un expert acousticien indépendant avec la mission suivante :

- « · *De se rendre dans la zone d'activités ... à ..., objet de l'étude BETAVI au domicile de Madame ...,*
- *dire si sont avérées les nuisances sonores dénoncées par Madame ... provenant, d'une part, de jour comme de nuit, de la circulation, du stationnement, de la livraison, du chargement/déchargement des camions chargés de l'approvisionnement et des livraisons chez ... située dans la zone d'activités ... à*

- ..., des alarmes se déclenchant de façon intempestive, du fonctionnement du système de climatisation/ventilation fonctionnant toute la journée, du remplissage et vidange des conteneurs.....
- dans l'affirmative, de décrire précisément chacune des nuisances sonores par des moyens techniques et scientifiques appropriés pour chaque heure du jour et de la nuit,
 - de mesurer leur intensité en établissant un programme de mesures du bruit ambiant et des bruits émergents notamment aux heures indiquées par Madame ...,
 - dire si les mesures effectuées caractérisent un niveau de bruit ambiant ou émergent excédant :
 - soit le niveau requis par les diverses réglementations applicables,
 - soit, par ses caractéristiques, les inconvénients normaux du voisinage,
 - dire si ces nuisances sont caractérisées et perceptibles du domicile de Madame ..., sis à L..., ...,
 - d'évaluer la gêne qui en résulte pour Madame ..., établir l'importance et les conséquences de chacune de ces nuisances pour Madame ..., demeurant à L-..., ...,
 - dire si ces nuisances perdurent,
 - dire que l'expert sera autorisé à s'entourer de tous renseignements et même entendre des tierces personnes, dire qu'il pourra également, pour l'accomplissement de la mission telle que définie ci-avant, avoir recours à un technicien tiers, sans devoir recueillir l'accord préalable du Tribunal. ».

Le délégué du gouvernement conclut au rejet du recours en tous ses moyens.

En ce qui concerne le premier moyen tenant au non-respect du délai prévu par l'article 6 de la loi du 10 juin 1999, il échet de rappeler que cet article dispose comme suit :

« L'exploitant d'un établissement est tenu de communiquer à l'administration compétente, par lettre recommandée avec avis de réception, toute modification projetée de l'exploitation d'un établissement des classes 1, 1A, 1B, 2, 3, 3A ou 3B en autant d'exemplaires que prévus à l'article 7 à l'exception de son point 8, alinéa 2.

L'administration compétente doit dans les vingt-cinq jours suivant la date de réception informer l'exploitant si la modification projetée constitue une modification substantielle ou non.

Lorsque la modification projetée de l'établissement constitue une modification substantielle, le requérant est invité à présenter une demande d'autorisation conformément à l'article 7 de la présente loi.

Lorsque la modification projetée de l'établissement ne constitue pas une modification substantielle, l'autorité compétente actualise l'autorisation ou les conditions d'aménagement ou d'exploitation se rapportant à la modification dans les trente jours du constat de la modification non substantielle par les autorités compétentes. Dans ce cas, la communication de l'exploitant est transmise aux fins d'affichage au bourgmestre de la commune où l'établissement est situé.

L'instruction de la demande d'autorisation et la prise de décision se feront conformément aux prescriptions de l'article 9 de la présente loi.

La décision de l'autorité compétente doit porter sur les parties d'établissement et les données énumérées à l'article 7 susceptibles d'être concernées par les modifications.

Toute modification substantielle d'un dossier de demande qui intervient au cours de l'enquête publique ou après celle-ci, et avant que l'autorité compétente n'ait statué sur la demande, est soumise à une nouvelle enquête publique.

Tout transfert d'un établissement des classes 1, 1A, 1B, 2, 3, 3A ou 3B à un autre endroit est soumis à une nouvelle autorisation. Une nouvelle enquête publique commodo et incommodo est requise pour les seuls établissements relevant des classes 1, 1A, 1B et 2 et ceux instruits selon les modalités de ces classes. ».

Force est de constater à la lecture de l'article précité que celui-ci ne prévoit pas explicitement de sanction en cas de dépassement du délai de 25 jours y prévu au deuxième alinéa.

Or, il a été jugé dans des situations analogues qu'un tel délai n'est pas à considérer comme un délai de rigueur mais comme un délai d'ordre, du fait que l'administration a l'obligation de prendre position par rapport à la demande de modification, impliquant qu'il lui reste possible de statuer au-delà dudit délai sans conséquence sur la validité de l'acte¹.

En effet, l'objectif dudit délai consiste à accélérer l'action administrative, sans pour autant, en principe, priver, par son expiration, l'administration de sa compétence, étant encore relevé qu'il a été retenu qu'il se dégage des travaux parlementaires relatifs à la loi du 10 juin 1999 que les délais de procédure de la phase administrative décisionnelle ont été instaurés afin de remédier à la lenteur de l'instruction des demandes d'autorisations et afin d'affirmer les droits des administrés².

Au vu de ces considérations le moyen tenant à une violation de l'article 6, alinéa 2 de la loi du 10 juin 1999 est partant à déclarer non fondé.

En ce qui concerne le deuxième moyen tenant à soutenir que ce serait à tort que le ministre a considéré la modification sollicitée comme non substantielle, force est de relever que l'article 2 de la loi du 10 juin 1999 se limite, en son point 7, à définir la « *modification substantielle* » qui est décrite comme étant « *une modification de l'établissement qui, de l'appréciation des administrations compétentes, peut avoir des incidences négatives significatives sur les intérêts protégés par l'article 1^{er} de la présente loi; est également réputée substantielle toute modification d'une exploitation qui répond en elle-même aux seuils fixés à l'annexe I de la loi du 9 mai 2014 relative aux émissions industrielles.* ».

Il s'ensuit qu'une modification non substantielle se définit *a contrario* comme une modification de l'exploitation, entraînant certes une modification des caractéristiques ou du fonctionnement ou une extension de l'établissement pouvant entraîner des conséquences pour les intérêts protégés par l'article 1^{er} de la loi du 10 juin 1999, telle que définie au point 6 de

¹ par analogie : Cour adm. 13 janvier 2009, n° 24501C du rôle, Pas. adm. 2020, V° Etablissement classés, n° 19 et les autres références y citées.

² trib. adm. 7 mai 2008, n° 22610 du rôle, disponible sous www.jurad.etat.lu

l'article 2 de ce même texte, sans pour autant impliquer des « *incidences négatives significatives* » sur lesdits intérêts protégés.

En l'espèce, le point litigieux est l'augmentation de l'ordre de 1dB(A) de la valeur limite de bruit imposée pour l'exploitation des installations fixes du centre commercial dénommé « ... » et en l'occurrence du nouveau système de ventilation, de sorte qu'il appartient au tribunal d'apprécier si cette modification est de nature à entraîner des « *incidences négatives significatives* » sur le voisinage dudit établissement, étant donné que la demanderesse vise exclusivement la nuisance sonore provenant du centre commercial

Au vu du principe de la légalité des actes administratifs, la charge de la preuve des incidences négatives significatives appartient à la demanderesse qui doit partant établir concrètement que la modification en question est à qualifier de modification substantielle, nécessitant le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation impliquant la mise en œuvre d'une nouvelle enquête publique.

A cet effet, la demanderesse met d'abord en cause l'objectivité et la pertinence du rapport Betavi du 12 décembre 2017.

Or, force est de relever que l'impartialité de la société Betavi ne saurait être mise en cause par la simple circonstance que cette dernière ait été chargée par la société ... en vue de procéder à une étude d'impact sonore de l'exploitation du Centre commercial ..., étant relevé que la demanderesse ne met en cause ni l'affirmation du délégué du gouvernement selon laquelle la société Betavi est un organisme agréé par le ministère et qu'il a respecté la méthodologie imposée par ce dernier.

Il ressort ensuite des conclusions du rapport du 12 décembre 2017 que les mesures effectués par l'ingénieur acousticien ont d'ailleurs permis de relever que la société ... n'avait pas (ou plus) respecté les exigences en matière d'émission de bruit, telles que fixées dans son autorisation d'établissement du 17 juillet 2007, l'expert notant ainsi, notamment au point d'immission IP3, correspondant au domicile de la demanderesse, la non-conformité des valeurs obtenues pour l'impact sonore résultant de l'exploitation du centre commercial en ce qui concerne les sources de bruit fixes et ce, tant pendant la période diurne (7h00-22h00) que pour la période nocturne (22h00-7h00).

Ainsi, il a notamment été constaté qu'en période nocturne, au lieu du niveau sonore maximum autorisé à travers l'autorisation d'établissement délivrée en date du 17 juillet 2007, à savoir 35 dB(A), les installations fixes ont causé un bruit mesuré, audit point d'immission IP3, de l'ordre de 41,6 dB(A).

Il s'ensuit que ledit rapport a de ce fait même confirmé, au détriment d'ailleurs de la société ..., les doléances de la demanderesse concernant le niveau du bruit des installations fixes telles que les ventilations.

L'impartialité du rapport n'est pas non plus mise en cause par la considération de la demanderesse selon laquelle l'expert n'aurait pas pris en compte les nuisances causées en période nocturne par les sources de bruit mobiles et plus particulièrement par l'accomplissement de livraisons, du fait que les exploitants du centre commercial ne respecteraient, en réalité, pas les dispositions des arrêtés ministériels couvrant les heures de fonctionnement, alors qu'il s'agit là exclusivement d'un problème d'exécution de l'autorisation

d'établissement et non d'une éventuelle non-conformité des conditions d'octroi de cette dernière.

Force est dès lors de retenir que si les mesures de réduction de bruit sur les systèmes de ventilation du centre commercial ..., telles que préconisées par le rapport Betavi, et qui font l'objet de la demande de modification litigieuse, ont certes pour effet, *in fine*, une augmentation de l'émission sonore en période nocturne de l'ordre d'1 dB(A), soit à 36 dB(A) au lieu de 35 dB(A) initialement autorisés, leur réalisation aura néanmoins *de facto* pour effet une réduction conséquente de la nuisance sonore en faveur de la demanderesse, à savoir de 41,6 dB(A) à 36 dB(A).

C'est encore à bon droit que le délégué du gouvernement a souligné que la demanderesse ne fournit, dans le cadre de son recours, aucune argumentation objectivement retraçable permettant d'évaluer l'impact négatif d'une augmentation du niveau sonore de l'ordre d'1 dB(A) des installations fixes, étant précisé que le seul point litigieux de l'acte déféré se limite à imposer dorénavant que « [l]es niveaux de bruits causés par les installations fixes ne doivent pas dépasser la valeur de 36 dB(A)LEQ », au lieu de 35 dB(A)Leq tel que cela avait été prévu par l'autorisation d'établissement initiale du 17 juillet 2007.

Il s'ensuit que la demanderesse reste en défaut de rapporter la preuve que cette modification du niveau de bruit des installations fixes devrait, contrairement à ce qui a été retenu par le ministre, être considérée comme une modification substantielle.

Cette conclusion n'est pas éternée par l'affirmation de la demanderesse, certes soutenue par de nombreuses pièces à l'appui, que les exploitants du centre commercial causeraient des nuisances sonores nocturnes en violation des conditions d'exploitation du fait de ne pas respecter les horaires de fonctionnement autorisés en procédant à des livraisons en période nocturne, alors que le point litigieux de l'arrêté ministériel déféré se limite à autoriser une modification en ce qui concerne l'émission sonore des seules installations fixes, de sorte que les doléances de la demanderesse quant aux nuisances sonores engendrées par des livraisons nocturnes, c'est-à-dire par des sources de bruit mobiles, de surcroît non autorisées, ne sont d'aucune pertinence dans le cadre du présent litige, d'autant plus que, tel que cela a été retenu ci-avant, cette problématique relève exclusivement de l'exécution de l'autorisation d'établissement dont le respect des conditions est de la seule responsabilité de l'exploitant.

Pour les mêmes raisons, il n'y a pas non plus lieu de faire droit à la demande en institution d'une expertise judiciaire, la mission proposée n'étant pas pertinente du fait de se limiter à des constatations de nuisances sonores provenant de sources de bruit mobiles non concernées par la modification litigieuse autorisée par l'arrêté déféré visant uniquement les sources de bruit fixes, étant par ailleurs relevé, à titre superfétatoire, qu'il est de jurisprudence constante qu'une mesure d'instruction ne saurait pallier la défaillance d'une partie dans l'administration des preuves nécessaires à l'appui de sa demande.

Il suit de l'ensemble des considérations qui précèdent que le recours n'est fondé en aucun de ses moyens et est partant rejeté.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, quatrième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

reçoit en la forme le recours principal en réformation dirigé contre l'arrêté du ministre de l'Environnement du 7 juin 2018 ;

au fond, le déclare non justifié et en déboute ;

dit qu'il n'y a pas lieu de statuer sur le recours subsidiaire en annulation ;

condamne la demanderesse aux frais et dépens.

Ainsi délibéré et jugé par :

Paul Nourissier, vice-président,
Olivier Poos, premier juge,
Emilie Da Cruz De Sousa, juge,

et prononcé à l'audience publique du 1^{er} décembre 2020 par le vice-président en présence du greffier Marc Warken.

s.Marc Warken

s.Paul Nourissier

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 1^{er} décembre 2020
Le greffier du tribunal administratif